Travail préparatoire du délégué

Comité: FAO

Nom et prénom du délégué: BEKTAS Selen

Délégation (pays ou organisation représentée): Gabon

**Texte de Politique Générale (TPG):**

*·*

Honorable présidence, chers délégués,

 La délégation du Gabon est très contente d’être présente à la 7éme conférence du NUMAD et souhaite de riches débats entre les différentes délégations.

 L’ agricuture est un sujet qui paraît très important pour toutes les personnes et pour la délégation gabonaise. L’agricuture gabonaise se dégrade depuis près de 40 ans et ce, malgré des atouts économiques de taille. Dans notre pays les campagnes sont actuellement en perte de vitesse, les jeunes sensés prendre la relève agricole partent vers les villes, attirés par les lumières de la modernité. L’agriculture a perdu petit à petit tous ses bras valides. Ceux qui sont restés dans les villages sont ceux qui ne peuvent plus se déplacer ou se mouvoir. Ils cultivent moins et produisent peu.

 Depuis longtemps, l’agriculture paysanne n’a pas évolué. Ses techniques n’ont pas ou peu changés. L’agriculture gabonaise trouve sa sclérose dans la constante de ses techniques sous-développées et sa fonction régalienne: produire pour se nourrir. Nous avons conscience de cette agriculture n’innove pas.

 Pays d’Afrique le plus urbanisé est le Gabon où il y a l’agriculture péri-urbain. Malgré l’apport du péri-urbain, le Gabon n’a pas pu ou n’a pas encore défini sa stratégie agricole pour résorber une pauvreté alimentaire endémique. C’est dans ce souci que l’Etat a décidé depuis plusieurs mois déjà de passer à l’offensive à travers le projet GRAINE.

 Si ces préalables ne sont pas pris en compte, le programme GRAINE mourra de sa propre mort, du fait de sa mauvaise conceptualisation et son extrême politisation. L’indépendamment du programme GRAINE s’agit de conceptualiser et de ne plus compter seulement sur les coopératives GRAINE. Dans ce cadre, l’Etat doit soutenir les producteurs en garantissant existant parce que l’agriculture gabonaise ne commence pas avec GRAINE. Il faut que l’Etat comprenne que dans tous les pays du monde, les Etats soutiennent la production.

Merci de votre écoute.